

JEUNES MIGRANTS : PONTS ENTRE LES SOCIÉTÉS EN VUE DU DÉVELOPPEMENT

La réflexion que nous allons mener, porte sur les jeunes migrants comme potentiel pour l'édification de ponts entre les sociétés et pour le développement. Parler de potentiel, c'est parler d'une réalité porteuse d'une capacité, d'une puissance qu'il est possible de rendre active. La jeunesse est vue ici comme une puissance humaine qu'on peut former dans un sens ou dans un autre. L'actualité du terrorisme qui défraie aujourd'hui la chronique nous donne l'occasion de déplorer le contraire du thème ici en vue. Nous avons à faire à tout l'opposé de l'édification de ponts entre les sociétés en vue de leur développement. Le 26 septembre 2014 le Secrétaire d'Etat, le Card. Parolin, disait dans son intervention aux Nations-Unies : « La coopération internationale doit traiter les causes fondamentales du terrorisme et ce qui le nourrit et le fait grandir. Le défi qu'il pose est en grande partie culturel. Des jeunes gens qui partent s'unir à des groupes terroristes proviennent souvent de familles émigrées et pauvres, déçus par l'exclusion sociale et l'absence de valeurs des sociétés de l'opulence. Outre la rigueur de la loi, il faut trouver des ressources pour éviter que ces citoyens deviennent des terroristes à l'étranger ».

L'exclusion sociale et l'absence de valeurs sont aussi ce que semble dénoncer le nom même de l'organisation terroriste ouest-africaine dont le Nigeria semble n'être qu'une rampe de lancement : « *Boko Aram* ». Il y a donc une crise civilisationnelle profonde qui appelle une réponse appropriée si l'on ne veut en laisser l'initiative à des groupes extrémistes.

Pour l'Afrique où cette forme d'extrémisme commence à se répandre (Aqmi au Mali, Boko Aram au Nigeria et Cameroun, etc.) et d'où part un flot de jeunes migrants qui vont périr dans la Méditerranée aux portes de Lampedusa¹, la recherche de vraies solutions est urgente. Quel type d'homme les puissances coloniales d'hier ont-elles formé pour l'Afrique et quel type d'homme tendent à former aujourd'hui les Etats africains en mal de développement et de démocratie, pour que nous assistions, impuissants, à la tragédie de la migration clandestine² ?

L'Eglise africaine subsaharienne s'était déjà mesurée, il y a 7ans, en mai 2007, avec cette problématique du *Drame de la migration* et la solution à y apporter. Nous commencerons par restituer l'émergence de la problématique et la forme précise qu'elle avait prise au terme du Colloque tripartite CERAO, CERNA, COMECE. Nous verrons ensuite la forme qu'elle prend aujourd'hui, au cœur du terrorisme qui a durci les angles d'une globalisation elle-même aux arêtes plus affirmées. Dans un troisième point, nous verrons comment l'Eglise peut pastoralement coopérer à la mise au travail des jeunes comme potentiel pour la construction de ponts entre les sociétés, en vue de leur développement.

¹ C'est un signe prophétique que le Pape François ait fait sa première visite européenne hors de Rome à Lampedusa le 8 juillet 2013 et y ait lancé un vibrant appel à la solidarité, peu de mois avant le drame du 3 octobre 2013 où périrent 366 migrants, principalement des Erythréens.

² La solution à ce drame serait-elle « l'immigration sélective » comme la préconisait l'ex-président français Nicolas Sarkozy ? Rien n'est moins sûr.

I. L'émergence du thème dans les espaces CERAO, CERNA et COMECE

Un regard panoramique sur les **Actes du Colloque** tripartite entre les Eglises de départ, les Eglises de transit et les Eglises d'arrivée de la migration des jeunes africains vers ce qui est présupposé l'Eldorado européen, nous permet de voir comment les analyses socio-historiques, économiques et politiques du phénomène migratoire jeune, convergent pour souligner l'importance du capital humain en matière de développement. Ce sont des carences intellectuelles, morales et spirituelles qui sont à la base du sous-développement et de la migration comme quête d'espace de survie et de bonheur, entendu au sens matériel. Au cœur de ce capital humain déterminant pour le développement, il y a essentiellement la jeunesse, qui ne saurait être formée exclusivement dans un horizon matérialiste, car alors le développement se terminerait dans un cul-de-sac, dont le symbole africain le plus dramatique est le « serpent qui se mord la queue ». Un développement qui se réduirait à la croissance économique, à l'accroissement du pouvoir politique de domination, moins encore à la jouissance, serait la cause de sa propre mort.

La première rencontre de l'Europe avec l'Afrique subsaharienne s'est faite fondamentalement, au témoignage des sciences historiques, sous deux rapports : d'une part, sous le rapport militaire et marchand, selon une logique de domination et de profit ; d'autre part, sous le rapport spirituel et religieux, selon une perspective ecclésiologique plus ou moins affranchie des idéologies racistes les conduisant à instrumentaliser le spirituel au service de la domestication politique. Le lieu de croisement de ces deux visions du développement et de la relation entre les sociétés est l'éducation/formation ; la jeunesse en est la matière première. Mais avant de revenir au système éducatif mis en place par le pouvoir colonial qui a occupé l'espace de la CERAO³, à savoir le pouvoir français, voyons comment a émergé le thème qui nous occupe dans les Actes du Colloque tripartite CERAO-CERNA-COMECE.

1.1.« Immigration sélective » : nouveauté ou reprise du schéma de la première heure coloniale ?

Ces dernières années, dans le discours officiel de la France est apparu un concept qui a été présenté par beaucoup de commentateurs comme un inédit : « l'immigration sélective », « l'immigration choisie », « l'immigration maîtrisée ». Introduit par un homme politique de droite⁴, ce concept prolongeait en fait l'option d'un autre homme politique de gauche qui déclarait : « la France ne peut accueillir toutes les misères du monde »⁵. Mais en interrogeant l'historien, on pourrait même relever que ce concept traduit une réalité qui n'est pas si nouvelle que cela. En effet, l'historien ne devrait-il pas se demander, compte tenu de ce que révèle la politique éducative de la France dans ses colonies, si elle a jamais voulu accueillir un tant soit peu dans le passé cette « misère ». Comment comprendre en effet que pendant tout le temps de la colonisation, dans l'espace francophone, la formation technique ait été si peu encouragée, alors que le pouvoir colonial a développé l'enseignement littéraire classique, en veillant, du reste, à déployer une stratégie politique pour le contrôle de cet enseignement littéraire lui-même ?

³ Nous parlons ici de la CERAO d'avant sa fusion avec l'AECAWA.

⁴ Nicolas Sarkozy, ancien Président de la France.

⁵ Il s'agit de Michel Rocard, socialiste, ancien Premier Ministre de François Mitterrand.

C'est un point d'histoire en effet que l'Ecole française en Afrique a connu par exemple une phase étrange de son évolution dénommée « *Primaire Supérieure* » qui atteste que le pouvoir colonial français n'avait pas accueilli l'enfance et la jeunesse africaines dans son système éducatif par volonté de promotion des jeunes Africains mais pour ses intérêts économiques et politiques essentiellement. La finalité de cette première étape de son histoire montre à l'évidence que ce qui était recherché n'était guère autre chose que la formation d'auxiliaires locaux pour l'entreprise de domination coloniale : il fallait des interprètes et des agents d'exécution au service de l'ordre colonial en installation.

Si l'entreprise coloniale et le système éducatif qui lui était lié avaient été de soulagement des « misères du monde », on expliquerait difficilement que l'enseignement classique devant normalement déboucher sur l'Université n'ait pu connaître cette phase universitaire que près de cent ans plus tard, dans les années 70.

On sait que Léopold S. Senghor, futur membre de l'Académie Française, a dû ironiser sur la tristement célèbre Ecole « Primaire Supérieure » que nous évoquions et qui n'était qu'une tentative, parmi d'autres, visant à minimiser les capacités intellectuelles de l'homme noir, au lendemain du doute que Dieu ait pu mettre une âme, « étincelle de lumière divine », dans un corps si noir. Il est clair que le petit africain était juste toléré dans l'espace éducatif français.

1.2. Jeunesse, pont entre les sociétés et facteur de développement des peuples

Le regard socio-historique porté par l'Abbé Alphonse QUENUM sur le phénomène migratoire⁶ débouche sur ce constat poignant : « La gangrène de la corruption, de l'impunité et de la paresse, légitime le mal faire et décourage les hommes de bonne volonté, il n'y a aucune solution durable à cela en dehors de nous-mêmes. L'éthique de la responsabilité individuelle et collective peut seule aider l'Afrique à redonner la dignité aux peuples africains »⁷. L'ancien Recteur de l'UCAO termine ainsi son propos : « Les africains, jeunes et moins jeunes, trouveront [...] le pain quotidien qu'ils auront produit à domicile, ainsi que la joie et les raisons d'y vivre et d'y rester, avec un soleil en abondance. C'est un bien impérissable, une source de richesse encore mal exploitée, dont le prix ne se négocie qu'avec celui du travail bien fait »⁸.

Le Recteur qui s'exprime ainsi plaide clairement pour la construction de l'Afrique comme unique solution de longue durée à l'immigration dite « sauvage » et qualifiée aussi de « misère du monde ». Nicolas Dègboué, alors Secrétaire exécutif régional/ Région Afrique de Caritas Internationalis, a fait, lui aussi, dans son intervention au même Colloque, l'apologie de la jeunesse qui a pris conscience que l'auto-prise en charge de l'Afrique est la seule vraie solution à la « migration clandestine ». L'Afrique ne devrait pas se laisser voler plus longtemps sa jeunesse. Il nous fait voir comment l'« immigration choisie » n'est rien d'autre finalement qu'une exploitation du potentiel humain africain par le système économique-politique euro-américain. Il écrit : « Notons [...] que les programmes de « réinstallation » du

⁶ Le Colloque sur *le Drame de la migration* réunissait en 2007 à Abidjan au Centre de Pastorale et de Mission (CCPM) des évêques, des prêtres et des laïcs des Eglises de départ, de transit et d'arrivée des migrants subsahariens vers l'Europe.

⁷ Cf. CERAO, *Le Drame de la migration*, Actes d'un Colloque... CERAO. Editions, Abidjan, juillet 2007, p.27.

⁸ Ibid. p. 28.

HCR [...] permettent, en les sélectionnant selon les critères de l'immigration choisie, aux réfugiés bien formés et en bonne santé de devenir citoyens américains, canadiens, etc. »⁹. L'ancien Secrétaire exécutif de Caritas-Afrique, tout en insistant sur l'auto-prise en main de la jeunesse africaine par elle-même, à travers son engagement pour une édification de l'Afrique, qui la rende habitable pour ses enfants, met en relief le moyen puissant qu'est l'Eglise comme vaisseau capillaire pour la transmission de la vie véritable à l'Afrique, pour son vrai développement intégral : « En Afrique au Sud du Sahara, c'est des milliers de paroisses, cinq cent diocèses, qui structurent les quelque 140 millions de chrétiens catholiques africaines et africains ! C'est 17% de la population du continent, bien présent dans toutes les composantes du genre, les catégories sociales, professionnelles, les corps de l'Etat, les décideurs, les syndicats, les familles politiques, etc. La question est : pourquoi ne sommes-nous pas encore plus déterminants, plus pertinents parce que plus mobilisés comme « un seul corps » ?¹⁰ Il répond un peu plus loin à cette question : « Nous ne devons pas avoir peur de faire œuvre de pionnier, même si cela signifie, dans le monde d'aujourd'hui, des sacrifices : c'est la « graine qui meurt, qui porte du fruit »¹¹.

Le refus de coopération avec les forces politiques méditerranéennes comme gendarmerie pour le contrôle et le refoulement des migrants dans les diocèses du Maghreb est l'un des traits caractéristiques de la pastorale de la CERNA qui travaille à faire prendre aux « migrants potentiels » que sont les étudiants, la décision la meilleure, qui reste le retour dans leurs pays au terme de leurs études, en vue du développement de ceux-ci. Mgr. V. Landel, Président de la CERNA, attire fortement l'attention sur une donnée statistique de l'Agence Fides qui la tient elle-même des Nations-Unies. L'Archevêque de Rabat la trouve inadmissible : « Selon l'Agence Fides du 6 Juillet 2006 : « *Afrique la fuite des « cerveaux » : un mal peu connu de l'Afrique* », chaque année, plus de soixante-dix mille scientifiques, médecins et techniciens quittent le continent pour travailler en Occident »¹². C'est dire que les évêques de la CERNA, tout en refusant d'être des gendarmes réprimant la migration, ne veulent pour rien au monde apporter de l'eau au moulin de *l'immigration-pillage des cerveaux* en mesure de contribuer au développement du continent.

Il ne suffit cependant pas que les « jeunes bien formés et en bonne santé » retournent dans leurs pays, il faut encore qu'ils puissent y trouver du travail : « La migration ne peut diminuer, écrit Mgr. Vincent Landel, que si du travail est créé dans ces pays [...] avec des prix compétitifs. La migration ne peut diminuer que si une vie plus « vivable » est proposée à tous. Ceci entraîne un nouvel ordre économique mondial. Mais qui acceptera de vraiment mettre ce dossier en chantier ? [...] la migration ne peut être régulée que par des décisions mondiales »¹³. Mgr. Landel, en réfléchissant sur la manière dont l'Occident s'emploie aujourd'hui à juguler le Sida et la négligence où est tenu le paludisme qui n'a toujours pas de

⁹ Ibid. p.33.

¹⁰ Ibid. p. 35.

¹¹ Ibid. p. 36.

¹² Ibid. p. 41.

¹³ Ibid., p.44.

vaccin, écrit : « Le développement ne doit pas se faire en fonction des besoins de l'Occident, mais en fonction des hommes et des femmes de toute nation et de toute culture »¹⁴.

II. La nouvelle situation créée par la globalisation et le sécularisme

Les trois intervenants, dont nous venons d'épingler quelques points majeurs de la pensée, sont d'accord pour nous dire que la solution est à rechercher d'une part dans le rapatriement du potentiel humain jeune et compétent qu'est la jeunesse africaine. C'est donc le capital humain du développement qui est la première ressource à prendre en considération. Mais, tandis que Mgr. Landel semble mettre en deuxième position le travail et la décision politique dépendant de la gouvernance mondiale, Alphonse Quenum et Nicolas Dégboué recherchent plus avant dans la ressource humaine : le premier dans une plus grande rigueur éthique de la part des pouvoirs politiques locaux, le second voit plus loin que l'éthique et la gouvernance locale : il propose à la fois la capacité spirituelle personnelle qu'est l'esprit de sacrifice, et la capacité religieuse collective qu'est l'Eglise, Corps mystique du Christ avec son réseau d'action de par le monde que sont les diocèses, paroisses et stations secondaires, dont se sert Caritas-Internationalis par exemple.

Sans donc négliger les facteurs de la gouvernance mondiale, ni ceux de la gouvernance locale, nous estimons pour notre compte qu'il faudrait prendre à bras le corps l'élaboration plus rigoureuse de la mobilisation du capital humain dans sa dimension éthique certes, mais surtout spirituelle et religieuse personnelle qu'est l'esprit de sacrifice, et collective qu'est l'Eglise comme communauté incarnant au cœur du monde la grâce sacramentelle de la rédemption.

Le facteur humain demeure prioritaire à tous égards. C'est bien pour cela que les guerres catastrophiques du Libéria et de la Sierra Leone qui avaient provoqué l'organisation de camps de réfugiés dans presque tous les pays voisins et jetés dans la nature des milliers d'adolescents ont poussé Alphonse Quenum à approuver l'auteur d'*Allah n'est pas obligé* : « Ce sont les misères morales qui secrètent les désarticulations sociales »¹⁵.

Si le système éducatif français du temps colonial qu'on ouvrait parcimonieusement aux jeunes africains comportait encore les grandes valeurs de l'humanisme classique, le système actuel, dicté par la postmodernité séculariste est le pur reflet de la révolution morale de l'Occident qui a entrepris de construire le monde comme si Dieu n'existait pas.¹⁶ Si déjà Fabien Eboussi Boulaga caractérisait l'école occidentale en Afrique comme moyen de « perpétuation de notre défaite », que dire du système éducatif postmoderne, dont le radicalisme de l'athéisme corrode la source profonde de la dignité de la personne humaine, à savoir son caractère de créature « à l'image et à la ressemblance de Dieu », le principe de transcendance qui l'habite n'étant que pur immanentisme ? « Sans le Créateur, nous a enseigné Vatican II, la créature

¹⁴ Ibid., p.44.

¹⁵ Ibid., p. 26.

¹⁶ Cf. Peeters Marguerite, La mondialisation de la Révolution culturelle occidentale, Institute for Intercultural Dialogue Dynamics, 2011.

s'évanouit »¹⁷. La transcendance réduite à un pur immanentisme ne saurait fonder durablement une éthique de la responsabilité et de la solidarité.

Ce rapide parcours des Actes du Colloque de la CERAO, de la CERNA et de la COMECE vient de nous faire apparaître l'importance décisive du capital humain au cœur du phénomène migratoire jeune, si celui-ci doit servir à édifier des ponts entre les sociétés et rendre possible l'authentique développement des personnes et des nations, étant entendu que sans la solidarité, comme le disait St Jean Paul II dans *Sollicitudo Rei Socialis*, nous assistons à une ex-croissance d'une partie de l'humanité représentant environ les 20%, face à l'autre, squelettique et rachitique, qui en constitue plus de 80%. Le Pape émérite Benoît XVI¹⁸, tout comme son successeur, le Pape François,¹⁹ invitent aujourd'hui à la « *globalisation de la solidarité* » et au développement d'une « *économie de la gratuité* ».

Une pastorale de la migration qui voudrait faire de la jeunesse un potentiel de construction de ponts entre les sociétés et de développement de ces mêmes sociétés, se trouve confrontée à une gigantesque entreprise de repensée anthropologique et ecclésiologique, sur la base d'une christologie trinitaire. Il est évident que nous ne pourrions guère nous y engager ici. Je voudrais simplement esquisser les grands traits de la pastorale attendue dans le prolongement du colloque que nous venons de rappeler.

La première rencontre de l'Afrique avec l'Europe s'est faite, fondamentalement, rappelons-le, sous deux rapports qu'il faut se garder de confondre²⁰ : d'une part, sous le rapport militaro-marchand ; d'autre part, sous le rapport spirituel et religieux.

Le système éducatif du temps colonial a donné le meilleur de lui-même entre les mains des missionnaires dans les Séminaires et dans les collèges dont ils avaient la responsabilité, comme en sont témoins les performances de ces institutions éducatives et de formation supérieure aux temps coloniaux et de l'immédiat temps postcolonial, jusqu'aux écoles marxiste-léninistes des années 70. Mais les programmes récents de type postmoderne séculariste, dépourvus de dimension humaniste, même s'ils ne manquent pas de véhiculer quelques valeurs, sont essentiellement au service de la transmission du savoir positif. Ils sont souvent réduits à un simple enseignement, sans transmission des authentiques valeurs qui rendent l'homme capable de don de soi pour l'édification du bien commun et la promotion des autres. Ils n'ont de commun avec les programmes chrétiens d'éducation que cet enseignement des matières scientifiques. Mais il faut noter que les programmes chrétiens d'éducation, même à l'intérieur de l'école catholique, connaissent de nos jours une diversité qui va parfois jusqu'à entamer l'authenticité de la foi et de la morale chrétiennes.

L'interculturalité propre à la nature même de l'Eglise, telle que révélée au monde au matin de la Pentecôte, suppose toujours deux choses : d'une part la spécificité de la foi chrétienne à toujours préserver; d'autre part une multiplicité de Sujets culturels parfaitement conscients de soi et en état de promotion de valeurs d'authentique transcendance. Face à cette double

¹⁷ Cf. *Gaudium Et Spes*, n°36.

¹⁸ Cf. Benoît XVI, *Caritas in Veritate*

¹⁹ Cf. Pape François, *Evangelii Gaudium*

²⁰ Nous contestons la théorie des 3M (Militaire-Marchand-Missionnaire) qui est une distorsion de l'histoire et une injustice vis-à-vis du sacrifice de bien des missionnaires.

exigence, le continent africain, et l'Eglise en son sein, donnent l'impression d'avoir quelque peu perdu le contrôle de l'éducation de l'enfance et de la jeunesse. Au niveau des Etats africains, une réalité s'impose en effet : le fait récurrent de nouer des accords de partenariat avec les Etats occidentaux en matière d'éducation et de formation supérieure, sans être en possession eux-mêmes d'un projet éducatif qui leur soit propre et grâce auquel ils promeuvent cette humanité capable de sacrifice et de prise en charge du jeune Africain et de son continent appelé à être partenaire interculturel, coresponsable de la gouvernance mondiale. Les ministères de la culture dans ces pays ne semblent s'occuper que du loisir, du sport et de différents aspects du folklore, la culture ne s'entendant dans ce cas que comme *otium* (loisir), et non comme *paideia* (éducation). Or c'est uniquement la recherche et la réflexion de fond sur la *culture-paideia* qui permet l'élaboration d'un authentique projet éducatif avec l'ensemble des valeurs morales, spirituelles et religieuses qu'il implique. Cette situation culturelle et spirituelle de l'Afrique interpelle très fortement l'Eglise, à la fois dans sa vocation et dans sa mission.

Nous savons par ailleurs qu'il ne suffit pas d'avoir un programme bien conçu et bien élaboré pour obtenir les hommes qu'il faut. Il est encore nécessaire d'avoir l'équipe formatrice à laquelle puisse être confié ce programme pour sa réalisation. Le Pape François parle aujourd'hui de « sortie missionnaire »²¹ nécessaire pour toute l'Eglise. Seule une Eglise africaine *en sortie missionnaire* est à même de concevoir, sur le terrain en Afrique, un projet éducatif à mettre en œuvre à travers tous les vaisseaux capillaires de l'immense réseau qu'elle constitue au sein d'un continent. Ce continent, ne l'oublions pas, est pris lui-même dans les mailles de la sangsue du système euro-occidental de formation, tragiquement vide de toute référence à Dieu et aux valeurs de transcendance autre qu'intramondaines et immanentistes. Deux pas seront ici à faire : premièrement, quelle Eglise Sujet culturel serait-elle véritablement en mesure de proposer et d'assumer la responsabilité d'un projet éducatif novateur en matière d'auto-prise en charge de l'Afrique et pour son développement intégral ? Deuxièmement, quel projet est-il de nature à mieux articuler et à faire converger les efforts de l'Afrique de la diaspora avec le continent pour son développement et pour sa relation harmonieuse avec le reste du monde, notamment avec l'Occident qui a bénéficié sur deux millénaires de la grâce de la Rédemption ?

III. Pour une pastorale éducative des jeunes migrants en Afrique

3.1. Mission éducative de l'Eglise : perspective historique

L'Eglise, institution divine d'éducation, est aussi un sujet culturel déterminant. On sait qu'en Occident elle a pris le relais des philosophes de l'Antiquité gréco-latine et a inventé l'Université au Moyen-âge. Par la suite, le pouvoir politique s'est substitué à elle, sans qu'elle n'ait jamais renoncé à sa vocation et mission enracinées dans le mandat de Jésus-Christ au moment de son retour au Père : « Tout pouvoir m'a été donné au ciel et sur la terre. Allez donc : de toutes les nations faites des disciples, les baptisant au nom du Père et du Fils et du Saint Esprit, leur apprenant à observer tout ce que je vous ai prescrit. Et moi, je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin des temps » (Mt. 28, 18-20).

²¹ Cf. Pape François, *Evangelii Gaudium*

Quand l'Etat a commencé à assumer ses propres responsabilités en matière d'éducation et de formation, quand par la suite la rationalité scientifique a fait son apparition et qu'a émergé la question de la subjectivité, l'Université s'est faite plus complexe et l'institution académique a acquis plus de rigueur et d'autonomie : la formation a été de plus en plus fonctionnalisée par le marché du travail. Recherche scientifique et sagesse humaniste se sont alliées de manière toujours plus difficile. L'ordre économique a pénétré toujours plus sur le terrain de l'Université et a de plus en plus fonctionnalisé la recherche scientifique et la formation d'une manière générale. La raison instrumentale a franchi subrepticement son domaine d'application et de validité pour aller sur le terrain anthropologique. On a vu s'opérer de profonds bouleversements en Sciences de l'Education et en Sciences juridiques.

La crise économique que nous sommes en train de vivre actuellement nous montre clairement l'impasse où nous sommes rendus. Dans ce contexte, qui a vu naître « la culture du déchet »²², l'Afrique n'a visiblement pas d'avenir. Puisque le Salut est venu de Dieu et que son Eglise en est l'expression, nous devons en revenir à la question fondamentale : l'Eglise n'a-t-elle pas le devoir aujourd'hui de repenser à nouveaux frais sa mission éducative dans le nouveau contexte de globalisation et de sécularisme athée de rigueur qui sévit? L'Université, aussi rigoureusement scientifique qu'elle se veuille, ayant toujours une fonction sociale, l'Eglise en Afrique n'a-t-elle pas le devoir de repenser la fonction sociale de la formation donnée dans ses institutions éducatives et de formation supérieure ?

3.2. Nouveau contexte et nouveau projet éducatif pour jeunes migrants

Le concile Vatican II a donné une définition de l'Eglise qui la centre, d'une part sur le Christ Rédempteur dont elle est le prolongement vivant, et d'autre part sur les cultures humaines qui lui offrent son expressivité, d'autant plus élevée qu'elle a su accueillir la grâce de la conversion. Pour le Concile, l'Eglise est « Sacrement » c'est-à-dire « à la fois le signe et le moyen de l'union intime avec Dieu et de l'unité de tout le genre humain »²³. Cela veut dire concrètement deux choses. D'une part, qu'elle est l'actualité historique du Christ, qu'un théologien hollandais Edouard Schillebeeckx avait présenté dans les années conciliaires comme « *Sacrement de la rencontre de Dieu* »²⁴ et que les théologiens par la suite ont approfondi – en prenant appui sur Origène et sur l'étymologie même du nom de Jésus (Dieu sauve) -, comme la « seigneurie de Dieu en déploiement en faveur de l'homme »²⁵.

3.2.1. L'Eglise, Sujet interculturel adéquat pour la formation en contexte de globalisation

Seule une Eglise qui se comprend elle-même et qui vit comme actualité vive du mystère d'alliance entre Dieu et les hommes et des hommes entre eux, est capable de former des jeunes qui deviennent des ponts entre les sociétés. Et c'est bien ce qu'affirme Vatican II, quand il définit l'Eglise, ainsi que nous venons de le dire, comme sacrement, comme une union dans la différence, dont Dieu lui-même a pris l'initiative en Jésus-Christ. Entreprendre, sur le modèle de la société occidentale postmoderne séculariste, de se construire

²² Cf. Pape François, *Evangelii Gaudium*

²³ *Lumen Gentium* 1

²⁴ E. Schillebeeckx, *Le Christ, Sacrement de la rencontre de Dieu*.

²⁵ Cf. Joseph Ratzinger/ Benoît XVI, *Jésus de Nazareth*.

rigoureusement sans Dieu, a pour conséquence que la globalisation multi-culturaliste est incapable d'une authentique interculturalité, parce que les sujets qui seraient ainsi en dialogue seraient des sujets incapables de gratuité et de générosité, prisonniers qu'ils sont d'une éthique rigoureuse du *do ut des*, sous l'égide de l'économisme. L'« économie de la gratuité », dans notre contexte de civilisation marchande, est jugée absurde ; elle est par contre, - à l'opposé de l'individualisme du « chacun pour soi » -, la conséquence logique du personnalisme qui plonge ses racines dans la foi qui tient l'acte créateur de Dieu pour l'expression fondamentale de sa générosité première.

L'éducation chrétienne suppose un arrière-plan christologique et trinitaire, mais aussi une ecclésiologie de « *l'Eglise-Sujet capable* » de projeter et de réaliser un projet éducatif faisant fond sur la gratuité, la générosité, la solidarité et la « capacité sacrificielle ». L'appel récurrent des hommes d'Eglise à la « *globalisation de la solidarité* », n'est pas compris du monde d'aujourd'hui, constamment à cheval sur ses droits, mais peu enclin à parler de ses devoirs et à créer la société de la promotion générale du bien commun. La morale chrétienne est fondée sur l'ordre sacramental ecclésiologique et christologique. Dans le sacrifice de sa mort-résurrection, expression suprême du Verbe incarné et rédempteur, Amour généreux du Dieu créateur, le Christ a constitué l'Eglise comme présence permanente, jusqu'à l'eschatologie, du mystère de la Rédemption et des sacrements qu'elle a mission de distribuer dans des circonstances variées de la vie, actions efficaces de Dieu dont l'Eglise est l'instrument pour le monde que Dieu a aimé au point de lui donner son Fils unique.

3.2.2. Pour une Université catholique de la solidarité et de la construction active du continent

Mgr. Landel, après avoir souligné comme nous le rappelions, les conditions pour une diminution effective de la migration, se demandait qui pourrait bien accepter la responsabilité de mettre en chantier une réforme de l'ordre économique mondial ? A cette question, il me semble que l'Eglise devrait pouvoir faire le pari d'assumer sa portion de responsabilité, si le capital humain a effectivement l'importance que nous venons de lui reconnaître.

Une *Eglise capable* d'engendrer des croyants témoins des vraies valeurs de transcendance peut créer des écoles - du primaire à l'université - pour former des jeunes qui consentent à renforcer le front des jeunes²⁶ en construction active de leur continent. La première des choses, pour celui qui veut construire un pont, est de pouvoir jeter les fondements des deux côtés de la rive. La rive subsaharienne de la construction du pont demande que soient retenus le plus grand nombre possible de jeunes « bien formés et en bonne santé », non pas pour « devenir citoyens américains, canadiens, etc. », mais d'authentiques pionniers de l'œuvre de reconstruction de l'Afrique à laquelle invite, sans doute le théologien luthérien africain Kā Māna²⁷, mais surtout l'Eglise catholique, à travers son *Compendium de la Doctrine Sociale, Caritas in Veritate* et *Africae Munus*.

²⁶ N. Dégboué en voit des icônes dans ces jeunes qu'il décrit comme des « pêcheurs de sable en apnée », c'est-à-dire qu'ils, dès l'aube, s'en vont faire des voyages de sable en allant jusqu'au lieu où le fleuve dépose le sable qu'il draine au moment où ses ondes expirent.

²⁷ Cf. Kā Mana, *Foi chrétienne, crise africaine et reconstruction de l'Afrique. Sens et enjeux des théologies africaines contemporaines*, Nairobi, CETA ; Lomé, HAHO ; Yaoundé, CLE, 1992.

La CERAO, en créant l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO) n'a pas voulu édifier une université qui soit une copie conforme d'une université d'excellence américaine, canadienne, britannique, française, etc., mais une université qui, tout en vérifiant le degré le plus élevé de rigueur scientifique, intègre le projet éducatif et formatif qui fixe le maximum de jeunes africains dans leurs pays, ou tout au moins en Afrique, pour la prise en charge de son développement. La considérable fuite annuelle de cerveaux qui serait de « 70 mille scientifiques, médecins et techniciens (qui) quittent le continent pour travailler en Occident », est tempérée par l'autre information qui nous dit que l'Afrique de la diaspora, dont ces compétences africaines vont grossir les rangs, apporte à leurs parents restés en Afrique une aide trois fois supérieure à toute l'aide au développement et aux investissements divers dont le continent bénéficie. Cela signifie que la cause première des migrations africaines en Occident est essentiellement le travail. Cette diaspora africaine est en mesure de prendre en charge le devenir d'un tel type d'université au service de la promotion intégrale du continent victime de la « culture du déchet »²⁸.

La création d'une université comme l'UCAO est un pari qu'une modification de capital humain en qualité augmente notablement les chances d'une résistance significative de l'Afrique à l'ordre économique mondial, dont ce continent est largement victime. Si toutes les Eglises d'Asie, d'Océanie, et d'autres pays en voie de développement mettaient en œuvre une semblable pastorale de l'éducation et de la formation, la population chrétienne à l'échelle mondiale pèserait d'un poids non négligeable sur l'économie mondiale. L'ensemble de l'Eglise mettrait en œuvre sur le plan éducatif par rapport à l'ordre économique mondial, ce que le Pape émérite Benoît XVI proposait comme angle spécifique de contribution de l'Eglise pour l'avènement de l'ordre social juste en matière politique. Il distinguait dans *Deus Caritas est*, sa première encyclique, « l'ordre social juste » de « l'homme juste ». Si « l'ordre social juste » est du ressort de l'Etat, la tâche de l'Eglise est essentiellement de contribuer à doter l'Etat d'« hommes justes ». Il en est de même dans l'ordre économique. La tâche de l'Eglise est de *contribuer à former des hommes d'affaires justes pour réformer l'ordre économique mondial*. Max Weber avait mis en lumière comment l'éthique protestante a été à la base de l'esprit du capitalisme en Occident²⁹. Il est à espérer que l'Eglise, qui dispose d'une doctrine ecclésiologique et anthropologique des plus à même d'édifier la globalisation de la solidarité, fasse surgir à partir du continent victime de la culture du déchet, l'Afrique, *le miracle attendu d'une économie de la gratuité* qui seule peut sauver cette Afrique. L'Eglise, qui a beaucoup travaillé ces dernières décennies à sa pastorale sociale, a débouché sur le bel instrument de travail qu'est le *Compendium de la Doctrine sociale de l'Eglise*, fruit mûr de plus d'un siècle d'engagement par la pensée et par l'action. La formation de laïcs, hommes d'affaires et chefs d'entreprise justes pourra en tirer le plus grand profit. Ce que nous pouvons dire ici, c'est que la jeunesse africaine doit bénéficier dans sa formation secondaire et supérieure d'un programme qui ait intégré l'entrepreneuriat et l'esprit d'initiative.

L'Eglise d'Afrique, se reconnaissant comme un sujet culturel déterminant en matière d'éducation et de formation, se doit d'intégrer dans l'éducation de l'enfance et de la jeunesse, toutes les grandes valeurs de la culture de ses ancêtres, illuminées et transfigurées par les

²⁸ Pape François *Evangelii Gaudium*

²⁹ Cf. Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du Capitalisme*

valeurs chrétiennes. Elle n'a pas le droit, sous le prétexte d'un universalisme abstrait, de rendre cette enfance et cette jeunesse étrangères à leur culture traditionnelle propre, surtout dans ce que celle-ci a d'enracinement dans la dimension surnaturelle et religieuse, dans le sacré. C'est ici qu'on s'aperçoit de la grande importance de la pastorale de l'inculturation, non seulement pour les églises particulières, mais également au bénéfice de l'Eglise Universelle qui, dans sa localité culturelle occidentale, humblement et joyeusement, subit les effets dévastateurs de l'athéisme et du sécularisme.

C'est la qualité de chrétiens profondément enracinés dans leur culture transfigurée par la foi qui, émigrés d'Afrique, permettra de parler d'une diaspora africaine en dialogue d'intégration en Occident, et en relation avec l'Eglise d'Afrique pour la promotion du développement intégral de l'homme³⁰. L'histoire nous atteste que la diaspora africaine en Amérique du Nord, grâce au mouvement panafricaniste, a été un facteur déterminant pour l'évolution du continent, notamment à partir de sa 6^{ème} conférence à Manchester, où il a été rejoint par de fortes personnalités africaines comme Nkrumah et Azikiwe. L'on sait aussi que la diaspora africaine à Paris, à travers des intellectuels catholiques de la trempe d'Alioune Diop a puissamment contribué à préparer l'Eglise d'Afrique au Concile Vatican II il y a un demi-siècle.

Conclusion

Dans son discours au palais présidentiel de Cotonou en novembre 2011, qui interpelle en réalité la gouvernance mondiale, le Pape émérite Benoît XVI demandait à la fois aux gouvernants, à la société civile et aux responsables religieux, de coopérer ensemble à sauver l'espérance des peuples³¹. Nous savons par ailleurs que, du fait de son ouverture sur l'avenir, la jeunesse est généralement qualifiée comme l'espérance des nations. L'actualité nous donne à constater que la crise économique en cours depuis quelques années et derrière laquelle chacun peut lire une crise anthropologique, a fini par étaler au grand jour sa véritable nature qui est effectivement anthropologique, puisque la jeunesse, en prenant résolument le chemin du terrorisme s'autodétruit comme espérance.

C'est pourquoi la réflexion que le Conseil Pontifical pour les Migrants a voulu conduire en prenant pour thème « *Jeunes migrants, ponts entre les sociétés en vue du développement* » s'atteste plus opportune que jamais. Sauver l'espérance des nations, faire de la jeunesse un pont entre les nations en vue de leur développement, c'est travailler à faire advenir un type d'homme relationnel, cordial, fraternel, responsable et solidaire. Chacun a encore en écho l'appel vibrant du Pape François à Lampedusa sur la mondialisation de l'indifférence³².

³⁰ Cf. l'encyclique sociale *Caritas in Veritate*.

³¹ « De cette tribune, je lance un appel à tous les responsables politiques et économiques des pays africains et du reste du monde. Ne privez pas vos peuples de l'espérance ! Ne les amputez pas de leur avenir en mutilant leur présent ! » Benoît XVI, 20 novembre 2011.

³² « La culture du bien-être, qui nous amène à penser à nous-même, nous rend insensibles aux cris des autres, nous fait vivre dans des bulles de savon, qui sont belles, mais ne sont rien ; elles sont l'illusion du futile, du provisoire, illusion qui porte à l'indifférence envers les autres, et même à la mondialisation de l'indifférence. Dans ce monde de la mondialisation, nous sommes tombés dans la mondialisation de l'indifférence. Nous

Chaque portion d'Eglise partout dans le monde globalisé travaillant au quotidien pour l'avènement d'une telle humanité neuve, il sera mis un terme à la crise économique elle-même, par l'émergence d'une économie de la gratuité, en lieu et place de l'économie de spéculation financière, pour laquelle l'homme n'est qu'une chose parmi les choses.

Notre présentation, on s'en est aperçu, appelle une contribution des divers continents, d'où se font les migrations les plus importantes et les plus significatives culturellement vers le monde occidental. Cette contribution pourrait se faire sous la forme d'une tentative de réponse aux quatre questions suivantes :

1. Comment s'est faite historiquement, l'ouverture de votre continent (de votre pays) au système éducatif occidental ? On prendra soin de distinguer ce système quand il est mis en œuvre par l'Eglise et quand il est mis en œuvre par les systèmes coloniaux.
2. Quelles sont les grandes raisons pour lesquelles s'opère l'immigration de vos pays et en direction de quels pays ? Et pourquoi vers ces pays ? Comporte-t-elle des risques comme pour ceux du continent africain, par exemple (Lampedusa, morts dans l'océan, morts dans le désert ...) ?
3. Est-il clair pour les agents pastoraux de votre zone que la crise économique cache une crise anthropologique ? Si oui pourquoi ? Sinon pourquoi ? Et comment seule une *Eglise sacrement et sujet culturel capable* est en mesure de mettre en œuvre un nouveau projet éducatif qui nous fasse sortir de la crise anthropologique et ainsi frêne la migration qualitative massive qui empêche la construction des nations pauvres ?
4. Est-il possible, selon vous et selon les responsables d'Eglise de vos zones, de sortir de la crise de l'économie à base de spéculation financière, sans la mise en œuvre effective d'une économie de la gratuité ? Et qu'est-ce qui est déjà en cours dans ce sens ?